

Service de la sécurité de l'environnement industriel  
131 Faubourg Bannier  
Cité administrative Coligny - Bâtiment C  
45000 Orléans

Orléans, le 03/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EGGFARMS DOMAINE DE L'ORME**

ZI B  
Boulevard de la République  
62232 Annezin

Références : -  
Code AIOT : 0054500279

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement EGGFARMS DOMAINE DE L'ORME implanté Route de Tigy 45510 NEUVY-EN-SULLIAS. L'inspection a été annoncée le 07/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EGGFARMS DOMAINE DE L'ORME
- Route de Tigy 45510 NEUVY-EN-SULLIAS
- Code AIOT : 0054500279
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage de poules pondeuses en case collective avec collecte des oeufs.

Les fientes sont préséchées en vue de leur commercialisation sous la forme d'un engrais organique exemptant le site de la production d'un cahier d'épandage.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Élevages Rétention
- AN25 Élevages Stockage
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	APMD	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Consignes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Travaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	APMD	Arrêté Préfectoral du 09/06/2024, article 1	Levée de mise en demeure
4	Préservation de la biodiversité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7	Sans objet
6	Nature et risques des produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Sans objet
7	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
8	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
14	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I	Sans objet
16	Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I	Sans objet
17	Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II	Sans objet
18	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet
19	MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
20	MTD14 Émissions atmosphériques d'NH <sub>3</sub> , stockage des effluents solides	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection, si les prescriptions de la mise en demeure relative à la renaturation du cours d'eau traversant le site peuvent être levées, celles de la mise en demeure portant sur les installations sont en attente de justificatifs.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société EGGFARMS, dont le siège social est situé ZI B 453 boulevard de la République à ANEZIN (62232), exploitant un élevage de volailles situé route de Viglain lieu-dit « L'Orme » à Neuvy en Sullias (45510), est mise en demeure de: 1- procéder à la renaturation du cours d'eau selon le tracé annexé au présent arrêté, 2- créer et mettre en œuvre un merlon de protection anti-crue sur le pourtour de l'élevage de poules pouvant être impacté en cas de crue, 3- réaliser un ouvrage hydraulique sous le chemin communal permettant l'écoulement d'une pluie trentennale, 4 - vidanger et procéder à la réfection du bassin de décantation. Les travaux des points 1, 2 et 3 mentionnés ci-dessus sont réalisés en période d'étiage. L'ensemble des travaux est réalisé dans un délai de 9 mois à compter de la réception du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'attestation de réalisation des travaux par l'entreprise retenue pour la renaturation du cours d'eau faisant l'objet des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 09/06/2024 et pour laquelle un dossier de porter à connaissance avait été déposé le 22 novembre 2023 a été transmise au service de l'inspection des ICPE le 04/12/2024. Lors de la visite d'inspection du 13/05/2025, il a été visuellement constaté les réalisations suivantes : - création d'un fossé de contournement ; - création d'un merlon de protection ; - création d'un ouvrage hydraulique sous le chemin communal. L'exploitant a déclaré que la végétalisation des bordures du cours d'eau nouvellement créé est prévue en période optimale d'implantation des plants. Aussi, les prescriptions mentionnées aux points 1 à 3 de la mise en demeure du 09/06/2024 sont levées. S'agissant de la 4e prescription relative à la vidange et réfection du bassin de décantation, l'exploitant a déclaré que ce dernier a été nettoyé et agrandi mais les justificatifs de ces travaux n'ont pas été constatés. Le bassin était rempli d'eau lors de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspecteur en charge des ICPE, les justificatifs d'engagement des travaux de végétalisation du cours d'eau et ceux des travaux relatifs au bassin

de décantation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : APMD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société EGGFARMS SAS, dont le siège social est situé ZI B 453 boulevard de la République - 62232 ANNEZIN exploitant un élevage de volailles situé route de Viglain lieu-dit « L'Orme » sur la commune de NEUVY EN SULLIAS, est mise en demeure de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vidanger et réfectionner le bassin de décantation sous un délai de 6 mois,</li> <li>- justifier du devenir des eaux en cas d'incendie sous un délai de 3 mois,</li> <li>- procéder au curage, à la désinfection et à la désinsectisation des équipements servant au transfert des fientes pré-séchées des bâtiments d'élevage vers le bâtiment de stockage sous un délai de 3 mois,</li> <li>- justifier de la mise en place de dispositifs permettant de s'assurer qu'au vu de la quantité de fientes pré-séchées stockées sous bâtiment, il n'y ait pas de prolifération d'insectes ni de risque de sinistre lié au phénomène d'échauffement des fientes pré-séchées et ce, sans délai,</li> <li>- communiquer à l'inspection un plan de lutte pérenne contre les insectes sous un délai de 1 mois,</li> <li>- mettre en place un registre sur lequel sera indiqué la périodicité, la date des traitements insecticides sous un délai d'un mois,</li> <li>- procéder à un diagnostic de l'ensemble des canalisations du site comprenant les eaux pluviales et eaux usées sous un délai de 3 mois,</li> <li>- communiquer les procédures relatives au contrôle des températures et de retournement des andains sous un délai d'un mois.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les justificatifs de la vidange et de la réfection du bassin de décantation ;</li> <li>- les justificatifs du devenir et de la gestion des eaux en cas d'incendie ;</li> <li>- les justificatifs du diagnostic de l'ensemble des canalisations du site comprenant les eaux pluviales et eaux usées ;</li> <li>- les procédures en lien avec la gestion des fientes et les risques associés.</li> </ul> <p>Cependant, l'exploitant a déclaré que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les réflexions sont en cours pour préciser le devenir des eaux d'extinction d'incendie et optimiser la gestion des eaux du bassin de décantation ;</li> <li>- les risques liés aux fientes sont maîtrisés grâce à leur évacuation quotidienne dans le cadre de leur commercialisation (bons de livraison et documents de facturation) ;</li> <li>- la fin des travaux pour la rénovation du hangar de pré-séchage et stockage des fientes est prévue pour le début de l'été.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspecteur en charge des ICPE les documents justifiant la réalisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/07/2022, le cas échéant accompagné d'un échéancier des actions engagées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Intégration dans le paysage et propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.  L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Les aménagements de l'installation et leurs abords sont constatés en bon état de propreté et d'entretien au moment de l'inspection. Toutefois, des déchets de matériaux de construction encombrants étaient en attente d'évacuation et deux anciennes citernes de gaz isolées se trouvaient dans les parcelles de l'installation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant d'évacuer les déchets encombrants vers les filières adaptées pour leur traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Préservation de la biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.
<b>Constats :</b>

Le site est doté de haies, bosquets, talus enherbés et points d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Recensement des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).</p> <p>L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.</p> <p>L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les zones de matières combustibles et dangereuses n'étaient pas recensées sur un plan de l'installation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan du site en faisant apparaître les zones à risques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Nature et risques des produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.</p>



<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'a pas été constaté de fiches de données de sécurité lors de l'inspection. L'exploitant a déclaré avoir fait le choix d'un fonctionnement sans stockage de produits dangereux associés à des fiches de données de sécurité. Les produits sont réceptionnés en temps de besoin avec leur fiche de données de sécurité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Propreté – Insectes – Rongeurs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p> <p>Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un contrat avec une entreprise spécialisée est en place pour assurer la prévention et la lutte contre les nuisibles. Les locaux étaient propres au moment de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Accessibilité de l'installation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

L'installation est accessible aux engins des services de sécurité et d'incendie. La zone de parking des véhicules ne constitue pas de gêne à cette accessibilité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

**Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;

- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Constats :**

L'installation dispose de deux citernes souples de 200m<sup>3</sup> chacune et de nombreux extincteurs vérifiés annuellement par un professionnel spécialisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.  [...]
<b>Constats :</b>  Les installations électriques de l'exploitation ont été vérifiées par un professionnel qui a conclu qu'elles étaient susceptibles d'entraîner des risques d'incendie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspecteur en charge des ICPE les justificatifs relatifs à la maîtrise du risque d'incendie lié aux installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Consignes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel. Les consignes précisent autant que de besoin :  -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 13 ; -les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour

assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 13 ;  
 -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23, pour les installations soumises à ces dispositions ;  
 -les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ;  
 -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 15 ;  
 -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

#### **Constats :**

Les consignes d'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, n'ont pas été constatées et ne paraissent pas dans le DUERP.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de définir les consignes d'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 12 : Travaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2

**Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie

#### **Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8 et présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant la mise en œuvre de point chaud ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document comprenant les éléments suivants :

- une évaluation des risques répertoriés et les consignes particulières associées aux locaux ;
- la description des moyens de protection et/ ou d'interventions spécifiques mis en place au regard des opérations à réaliser ;
- les moyens et consignes d'alerte.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail,

<p>lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut également être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant la mise en œuvre de point chaud dans les zones à risques importants d'incendie ou d'explosion ne sont ni traités dans le DUERP, ni prévus dans un document comprenant : une évaluation des risques répertoriés et les consignes particulières associées aux locaux ; la description des moyens de protection et/ou d'interventions spécifiques mis en place au regard des opérations à réaliser ; les moyens et consignes d'alerte.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte dans le DUERP les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant la mise en œuvre de point chaud dans les zones à risques importants d'incendie ou d'explosion.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 13 : Accès aux installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un projet de panneau d'affichage global destiné notamment à informer que l'accès au site est interdit aux personnes non autorisées. Cependant, aucun dispositif n'informait de l'interdiction d'accéder au site lors de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un dispositif informant que l'accès aux installations est interdit aux personnes non autorisées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 14 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.  I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.  La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare ne pas stocker sur l'installation de produits liquides dangereux qui nécessiteraient d'être associés à un dispositif de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par

jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

**Constats :**

Les bâtiments d'élevage dispose chacun d'un compteur d'eau spécifique vérifié quotidiennement mais les relevés ne sont pas portés dans un registre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de porter les relevés journaliers de la consommation d'eau de chaque bâtiment dans un registre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 16 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

**Constats :**

Les voies de circulation, parking et surfaces végétalisées étaient visuellement propres. L'échaulage appliquée pour des motifs sanitaires sur les abords des bâtiments d'élevage était stabilisé et n'engendrait pas d'envol de poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Gestion des odeurs.  L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes
<b>Constats :</b>  Au moment de l'inspection, aucune odeur dérangeante n'a été ressentie dans les abords de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Émissions atmosphériques d'ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »  Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020
<b>Constats :</b>  Les émissions atmosphériques d'ammoniac de l'exploitation ont été déclarées via l'application Gerep.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux**



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 3
<b>Prescription contrôlée :</b>  Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles. ----- Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production. ----- Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes. ----- Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété.
<b>Constats :</b>  L'alimentation des animaux est adaptée à leurs besoins énergétiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : MTD14 Émissions atmosphériques d'NH<sub>3</sub>, stockage des effluents solides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 14
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant du stockage des effluents d'élevage solides, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous : a- Réduire le rapport entre la surface d'émission et le volume du tas d'effluents d'élevage solides. b- Couvrir les tas d'effluents d'élevage solides. c- Stocker les effluents d'élevage solides dans un hangar.
<b>Constats :</b>  Les effluents d'élevage solides sont stockés dans un hangar.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite